SCHENGEN

EN

SCH 95/I 6
EXCOM 004
ACQUIS

Executive Committee

Brussels, 29 June 1995
SCH/Com-ex (95) 9

DECISION OF THE EXECUTIVE COMMITTEE

The Executive Committee,

- Having regard to Article 132 of the Convention implementing the Schengen Agreement,
- Having regard to the preconditions laid down by the Benelux States in document SCH/SG/COORD (95) 36 rev.,

HAS DECIDED AS FOLLOWS:

To set up the appropriate structure to award the contract for SIRENE Phase II as defined in document SCH/OR.SIS (95) 38, 6th revision, attached as annex hereto.

Brussels, 29 June 1995

The President

J. VANDE LANOTTE

SEMDOC
Statewatch European Documentation & Monitoring Centre on justice and home affairs in the European Union

PO Box 1516, London N16 0EW, UK
tel: 0181 802 1882 (00 44 181 802 1882)
fax: 0181 880 1727 (00 44 181 880 1727)

S C H E N G E N FR

Comité Exécutif - Bruxelles, le 29 juin 1995
SCH/Com-ex (95) 9

DECISION DU COMITE EXECUTIF

Le Comité exécutif,

- Vu l'article 132 de la Convention d'application de l'Accord de Schengen
- Vu les conditions préalables émises par les Etats Benelux dans le document SCH/SG/COORD (95) 36 rév.

DECIDE:

La mise en oeuvre de la structure appropriée pour la passation du marché SIRENE phase II telle que définie dans le document SCH/OR-SIS (95) 38, 6ème rév. joint en annexe.

Bruxelles, le 29 juin 1995 Le Président

J. VANDE LANOTTE

WvdR/CL

SCHENGEN

FR

Secrétariat général
Division "Coordination"

Bruxelles, le 24 mai 1995
SCH/SG/COORD (95) 36 rév.
Traduction: Orig. NL

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL ET DES DELEGATIONS BENELUX AU GROUPE CENTRAL

CONDITIONS FINANCIERES ET JURIDIQUES DE L'INTERVENTION DU SECRETARIAT GENERAL DU BENELUX EN TANT QUE PERSONNALITE JURIDIQUE POUR L'ADJUDICATION DE LA PHASE II DU RESEAU SIRENE

Sur la base des décisions adoptées par le Groupe central le 1er février et le 1er mars 1995, les Etats Benelux et le Secrétariat général de l'Union économique Benelux ont défini les conditions financières et juridiques qui doivent être remplies en vue de la procédure d'adjudication et de la gestion ultérieure du projet SIRENE-phase II.

L'objectif est de rendre compte de la situation au Groupe central, qui se réunira pour la prochaine fois en avril. Celui-ci devra, à cette occasion, adopter une décision relative au schéma de la structure du projet SIRENE-phase II préparé actuellement au sein du Comité d'orientation. Ce document décrit les différents acteurs de la réalisation du projet ainsi que leurs rôles. Un organigramme est également élaboré afin de clarifier la structure en question.

A. Objectif

L'objet de l'adjudication est la phase II du réseau SIRENE. Le réseau SIS actuel ne sert que pour le SIS, mais il ne sera plus suffisant à terme, en raison d'un déficit de capacité de lignes. L'une des raisons de cette insuffisance est que le futur réseau sera également utilisé pour les tâches des bureaux SIRENE, le réseau de consultation VISA, la réalisation de tests et les lignes de back-up. Le réseau SIRENE servira notamment à la consultation des autorités centrales pour la délivrance de visas. L'objectif est d'intégrer ultérieurement le réseau SIS actuel au réseau SIRENE II.

B. Définition

Par "Secrétariat général du Benelux", "Benelux" et "Secrétariat général", on entend "les Etats membres du Benelux représentés en l'occurrence par le Secrétaire général".

C. Garanties

1. Garanties organisationnelles, définies dans le document SCH/OR.SIS (95) 38

a. Le Benelux demande une structure dans laquelle les différentes compétences et responsabilités du Secrétariat général (partie contractante) et des différents Etats Schengen (maîtres de l'ouvrage) sont clairement définies. Une proposition en la matière sera soumise en temps utile au Groupe central.

b. L'exécution de la procédure d'adjudication et la gestion ultérieure du projet par le Benelux nécessiteront une augmentation (temporaire) des effectifs actuels (dans les domaines technique, juridique ou financier). Une proposition en la matière sera élaborée dans une phase ultérieure.

c. En cas de litiges survenant au cours de la procédure d'adjudication ou de la phase de gestion, seuls les tribunaux de Bruxelles sont compétents.

d. Il doit être clair que deux phases doivent être distinguées: la phase du projet SIRENE suivie de la phase de gestion. Au cours de cette dernière phase, la responsabilité technique de la gestion relève de l'Unité de gestion (*Management Unit*). Les responsabilités juridiques et financières, notamment les obligations contractuelles et l'aspect financier, continuent de relever du Secrétariat général du Benelux. Des arrangements sur ces questions sont également nécessaires.

2. Garanties financières

a. Le Secrétariat général du Benelux part du principe qu'il bénéficiera d'une garantie financière, c'est-à-dire que le risque financier ne sera pas assumé par lui mais par les Etats Schengen; le budget Schengen est distinct de celui du Benelux.

b. Le Secrétariat général ne peut pas préfinancer les dépenses du projet SIRENE-phase II. Il doit bénéficier d'un accord de principe lui permettant, en cas de nécessité, de recourir à une ligne de crédit.

Le recours à cette ligne de crédit couvrirait les manques de trésorerie dus au non-versement de contributions par un ou plusieurs Etats membres (les charges financières étant à charge de l'Etat n'ayant pas réglé sa contribution).

L'appel de fonds devant prévenir au maximum tout découvert, un appel unique pourrait être lancé pour le budget couvrant le marché et des appels trimestriels pour le budget de fonctionnement.

c. Les Etats Schengen doivent se porter garants de toutes les obligations en cours et à venir découlant du contrat.

d. Le budget et les comptes de la phase II de SIRENE seront distincts du reste du budget Schengen.

e. Un Règlement administratif et financier distinct sera nécessaire pour que des garanties suffisantes soient offertes; ainsi les questions suivantes devront notamment être réglées:

- le règlement financier devra prévoir des barèmes permettant de recruter des techniciens hautement qualifiés tels que des informaticiens de haut niveau ou des juristes justifiant d'une grande expérience;

- la clé de répartition existante est appliquée (cf. article 119). Un arrangement séparé doit également être trouvé pour les nouveaux Etats adhérents; ainsi ces Etats devront notamment payer une part de l'investissement;

- le Secrétariat général doit également être couvert contre les risques financiers tels que ceux liés aux devises et/ou à la dévaluation pour le cas où une monnaie nationale serait dévaluée entre le moment du calcul de la quote-part de chaque Etat et celui du paiement effectif. En d'autres termes, le risque lié aux devises sera assumé par les Etats Schengen;

- il faudra choisir les devises du contrat et des paiements (BEF, ECU, ...).

Comité d'orientation "SIS"

Bruxelles, le 29 mai 1995
SCH/OR.SIS (95) 38, 6ème rév.
traduction; orig.: NL

DOCUMENT DE TRAVAIL DE
LA PRESIDENCE BELGE ET
DU BENELUX

SIRENE PHASE II

SCHEMA RELATIF A LA STRUCTURE

CHAPITRE 1er INTRODUCTION

§ 1.1 Historique

L'Accord de Schengen a été conclu le 14 juin 1985 entre les Gouvernements des Etats de l'Union économique du Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française. La Convention d'application a été conclue le 19 juin 1990. Depuis cette date, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Autriche ont adhéré à la Convention. La nécessité de disposer d'un service capable d'assurer, pour les Etats Schengen, les activités administratives liées à la mise en oeuvre de ces Conventions est apparue au moment de la signature de celles-ci. C'est ainsi que le Secrétariat Schengen a été mis en place au sein du Secrétariat général du Benelux et chargé d'assumer temporairement ces tâches qui ultérieurement seraient, le cas échéant, intégrées dans les structures de l'Union européenne amenées par des considérations d'ordre politique. Les instances de travail Schengen elles-mêmes n'allaient pas être dotées de la personnalité juridique.

§ 1.2 Objectif de SIRENE phase II

Le réseau SIS actuel sert à la fois pour le trafic SIS et pour le trafic SIRENE, mais il ne sera plus suffisant à terme, en raison d'un déficit au niveau de la capacité des lignes. L'une des raisons de cette insuffisance est qu'à côté de la tâche importante qu'est la transmission de messages du SIS, le futur réseau sera non seulement utilisé pour les tâches des bureaux SIRENE, mais également pour le réseau de consultation VISA, la réalisation de tests et les lignes de back-up du SIS. Les Etats Schengen entendent intégrer ultérieurement le réseau SIS actuel au réseau SIRENE phase II.
Lors de sa réunion du 1er février 1995, le Groupe central a demandé au Benelux de mettre sa personnalité juridique à la disposition des Etats Schengen en vue de la procédure d'adjudication pour la phase II.

§ 1.3 Réalisation de SIRENE phase II

Les chapitres qui suivent décrivent les différents acteurs de cette réalisation ainsi que leur rôle respectif. L'annexe 1 contient un organigramme.

CHAPITRE 2 L'UNION ECONOMIQUE DU BENELUX

§ 2.1 Le Secrétaire-général (SG)

Le Benelux, représenté par son SG, signe le contrat avec la firme ou le consortium retenus. Le SG agit en l'occurrence au nom du Groupe central et a reçu des Etats Schengen un mandat en vue de la conclusion du contrat. Le rapport juridique existe uniquement entre le consortium et le SG, les deux parties devant répondre du respect des obligations contractuelles. En cas de problèmes le Benelux, représenté par son SG, doit répondre des conséquences éventuelles. Sur le plan financier le Benelux se décharge de cette responsabilité sur les Etats Schengen.

§ 2.2 Le coordinateur

Le coordinateur est recruté par le Benelux et relève donc de l'autorité du SG (responsabilité juridique). Sur le plan opérationnel il est responsable devant les Etats Schengen, et plus précisément le GTP et le Groupe SINFONE en ce qui concerne les aspects techniques et le Comité d'Orientation SIS en ce qui concerne les aspects financiers et juridiques. Le GTP, le groupe SINFONE et le Comité d'Orientation assume chacun dans le cadre des attributions la responsabilité décisionnelle.

Le recrutement du coordinateur doit intervenir dans les meilleurs délais, étant donné que celui-ci est appelé à assumer dès la première phase du projet la réalisation des tâches et des activités décrites ci-dessous (importance du facteur temps) et qu'il assumera la responsabilité de la mise en oeuvre et du suivi du projet dans son ensemble.

Le coordinateur exercera sa tâche au sein et avec l'assistance de la structure existante du Secrétariat Schengen.
Au besoin, il pourra compter pour la réalisation de ses tâches sur l'assistance des fonctionnaires mis à la disposition.

La fonction du coordinateur sera supprimée au moment du passage de la phase de projet à la phase opérationnelle. **En effet, sa tâche est temporaire et limitée au temps nécessaire à la réalisation de ses objectifs qui sont d'une part la réalisation des conditions préalables à la passation du marché par le Secrétariat Schengen et d'autre part le suivi et la coordination de la procédure de passation de ce marché.**
Les tâches du coordinateur de projet concernant la phase II de SIRENE seront alors transférées au groupe chargé de la gestion du SIS dans sa globalité. L'acceptation du réseau par les Etats Schengen marquera le début de la phase opérationnelle du réseau SIRENE II.

Le coordinateur assume les tâches suivantes:

* veiller à la réalisation des conditions préalables émises par le Benelux.
* élaborer un avant-projet de règlement financier - appelé à être conclu entre les Etats Schengen et le Benelux - et assurer la coordination lors de l'élaboration de ce document ainsi que la rédaction du document définitif;
* élaborer un avant-projet de règlement administratif (structure décisionnelle et de responsabilité) - appelé à être conclu entre les Etats Schengen et le Benelux - et assurer la coordination lors de l'élaboration de ce document ainsi que la rédaction du document définitif;
* élaborer un avant-projet de règlement pour la procédure d'adjudication - comportant un volet financier et un volet administratif - et assurer la coordination lors de l'élaboration de ce document ainsi que la rédaction du document définitif;
* participer à l'établissement du budget;
* suivre l'évolution de la procédure d'adjudication;
* assumer la responsabilité pour les questions financières et juridiques. En effet, il assure le suivi de toutes les tâches administratives découlant du règlement administratif et financier, et bénéficie pour cela de l'appui de la structure existante du Secrétariat Schengen;
* assumer un rôle de coordination lors de l'établissement du contrat entre le Benelux et le consortium;
* contrôler l'exécution du contrat;
* faire fonction d'interlocuteur pour les Etats Schengen;
* veiller au suivi quotidien.

§ 2.3 Commissions ad hoc

La composition des commissions ad hoc formés de différents experts des Etats Schengen, s'effectue en fonction du sujet traité (questions financières, juridiques ou techniques). Ces commissions sont essentiellement consultés lorsque l'accord des pays Schengen est requis pour certains aspects. Le résultat des travaux des commissions ad hoc est soumis à l'approbation du Comité d'Orientation.

Les différentes commissions ad hoc sont réunies à l'initiative du coordinateur après accord du président du Comité d'Orientation pour débattre de sujets tels que :

* budget pour l'ensemble du projet SIRENE phase II;
* règlement financier entre le Benelux et le consortium (faisant partie du contrat);
* élaboration des documents pour la procédure d'adjudication;
* contrat entre le Benelux et le consortium choisi.

§ 2.4 Expertise externe

Le coordinateur doit avoir la possibilité de faire appel à tout moment à des experts externes après accord du président du Comité d'Orientation. Il peut s'agir d'experts de l'Union européenne (en vue de l'obtention d'informations sur la procédure d'adjudication) ou d'une firme, le cas échéant d'un bureau d'avocats (p. ex. en vue de l'évaluation d'un contrat).

CHAPITRE 3LES ETATS SCHENGEN

L'actuel organigramme de Schengen prévoit, pour les questions SIS, une structure décisionnelle et de responsabilité à laquelle on pourra également recourir pour la phase II de SIRENE. Les différents paragraphes de ce chapitre contiennent une description des éléments de cette structure ainsi que de leur fonction.

§ 3.1 Le Groupe central

Le Groupe central donne au SG du Benelux le mandat de conclure un contrat avec la firme ou le consortium sélectionné. Le SG - par le biais du coordinateur -est responsable de toutes les conséquences du contrat devant le Groupe central qui - en tant qu'instance la plus élevée du Groupe Schengen (en dehors du Comité exécutif) - conserve la responsabilité générale pour le projet SIRENE phase II.

§ 3.2 Le Comité d'Orientation "SIS"

Dans le cadre de la structure actuelle de Schengen le Comité d'Orientation "SIS" assume la responsabilité pour les aspects financiers, juridiques et organisationnels s'agissant du SIS. A l'avenir cette responsabilité concernera également la phase II de SIRENE et c'est devant le Comité d'Orientation que le coordinateur devra faire rapport sur les aspects juridiques et financiers.

§ 3.3 Le GTP

Le Groupe de travail permanent assume actuellement la responsabilité des aspects techniques concernant le SIS dans son ensemble. Etant donné que l'actuel réseau SIS sera intégré dans le futur au réseau SIRENE II (SIS II) le GTP assumera également la responsabilité technique à l'égard du réseau futur. Le GTP sera amené à valider les documents techniques élaborés par le Groupe SINFONE.

§ 3.4 Le Groupe SINFONE

Le Groupe de travail SINFONE - qui relève du GTP - est chargé de la réalisation technique du réseau SIRENE phase II. La responsabilité des décisions à caractère technique lui incombe. Ses tâches peuvent, de manière non exhaustive, être décrites comme suit:

* le groupe SINFONE sera amené à collaborer étroitement avec le groupe VISION
* élaboration d'un cahier des charges technique pour la réalisation de la procédure d'adjudication
* estimation du coût total du projet SIRENE phase II
* sélection de la firme/du consortium, sur la base des différentes offres;
* participation à la rédaction du volet technique du contrat avec la firme choisie
* coordination des aspects techniques du projet
* définition des tests à effectuer en vue de l'acceptation du produit
* réalisation et analyse des tests d'acceptation
* coopération avec le coordinateur.

§ 3.5 Unité de gestion

L'actuelle Unité de gestion - qui relève du GTP - a en charge la gestion du SIS. A partir de son passage de la phase de projet à la phase d'exploitation, SIRENE II relèvera également de l'Unité de gestion. Ainsi les tâches de gestion concernant SIRENE II seront transférées du coordinateur à l'Unité de gestion.

CHAPITRE 4LA FIRME/ LE CONSORTIUM

Le SG du Benelux conclut un contrat avec le consortium choisi. Celui-ci aura proposé dans son offre un directeur dont les capacités auront été évaluées par le GTP/le groupe SINFONE. Le directeur de projet du consortium fera office d'interlocuteur pour le coordinateur du Benelux.

CHAPITRE 5CALENDRIER

§ 5.1 Calendrier

T0 adoption de la décision concernant la structure - **(10 mai 1995)**

T+1 * désignation du coordinateur

T+2 * élaboration du règlement financier et administratif BNL <--> Schengen
* élaboration du cahier des charges technique et administratif pour la procédure d'adjudication
* estimation provisoire du budget de SIRENE phase II

T+3 * élaboration du budget définitif (avec préfinancement)
* approbation par les groupes de travail Schengen compétents - **(29 juin 1995)**

T+4 publication de la pré-information au Journal officiel

T+5 publication de l'avis de marché (37 jours) - **(11 juillet 1995)**

T+6 procédure de présélection (60 jours) - **(du 15 août au 15 octobre 1995)**

T+7 * appel d'offres - **(15 octobre 1995)**

* réception des offres (45 jours)

T+8 procédure de sélection (60 jours) - **(1er décembre 1995)**

T+9 attribution du marché à la firme sélectionnée - **(1er février 1996)**

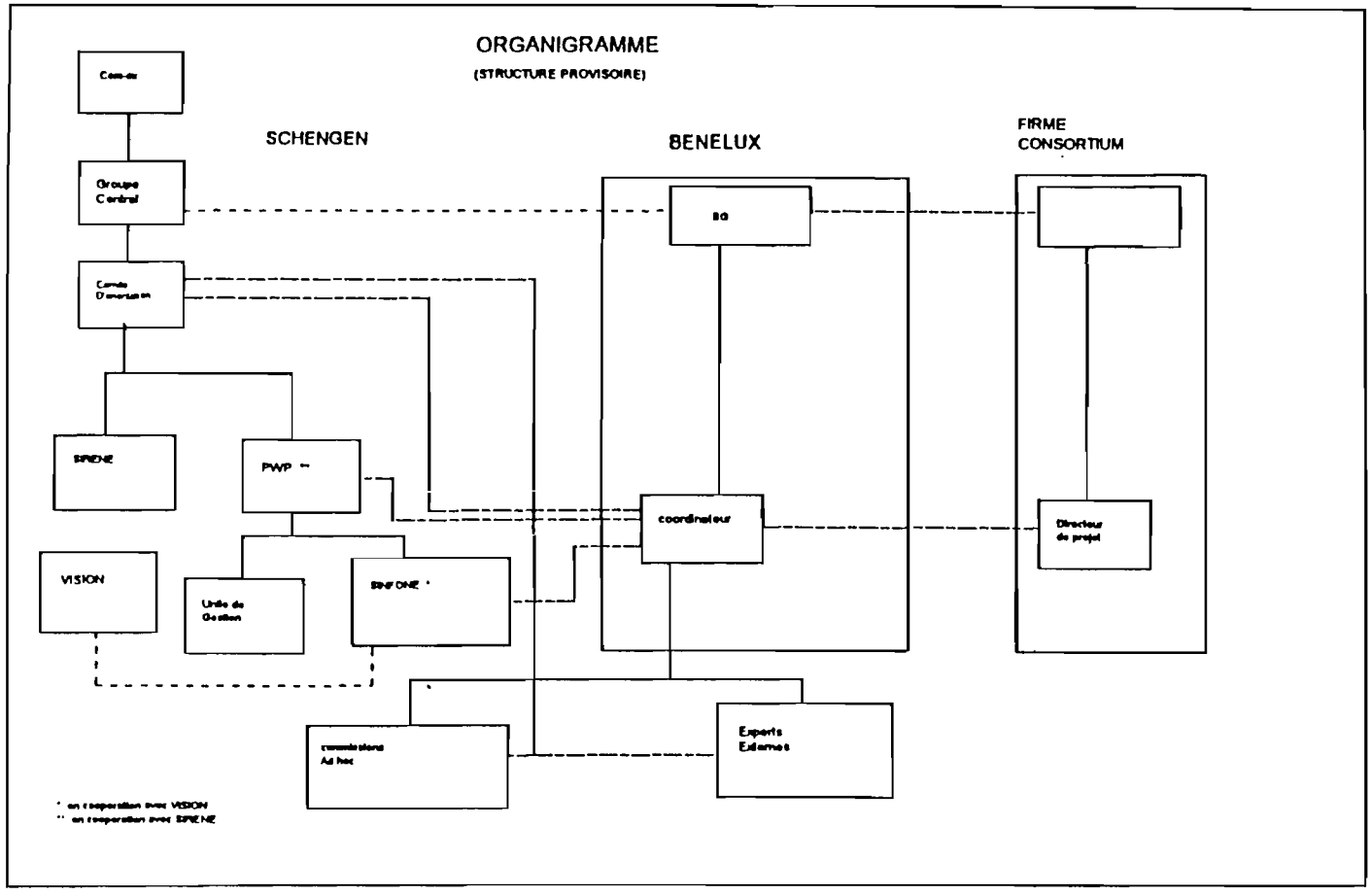
T+10 conclusion du contrat avec la firme (15jours) - **(15 février 1996)**

T+11 installation et tests (120 jours maximum) - **(15 juin 1996)**

T+12 réception

T+13 mise en service opérationnel du réseau SIRENE phase II et transfert de la gestion à l'Unité de gestion du SIS - **(30 juin 1996)**

Les dates reprises dans ce document le sont à titre indicatif, et dans les meilleures circonstances.


ORGANIGRAMME
(STRUCTURE PROVISOIRE)
SCHENGEN
BENELUX
FIRME
CONSORTIUM
Groupe
Central
SIRENE
PWP **
VISION
coordinateur
Directeur
de projet
Experts
Externes
* en coopération avec VISION
** en coopération avec SIRENE

COM-EX (95) 9

BRUSELAS, 29 de junio 1995
BRÜSSEL, den 29. Juni 1995
ΒΡΥΞέΛΛΕΣ, 29 Iουνίου 1995
BRUXELLES, le 29 juin 1995
BRUXELLES, 29 giugno 1995
BRUSSEL, 29 juni 1995
BRUXELAS, 29 de Junho de 1995

EL PRESIDENTE
DER VORSITZENDE
Ο ΠΡόΕΔΡΟΣ
LE PRESIDENT
IL PRESIDENTE
DE VOORZITTER
O PRESIDENTE

CM95-090/30

S C H E N G E N

NL

Uitvoerend Comité

Brussel, 29 juni 1995
SCH/Com-ex (95) 15, 2de herz.

BESLUIT VAN HET UITVOEREND COMITE

Het Uitvoerend Comité,

Gelet op artikel 132 van de Overeenkomst ter uitvoering van het Akkoord van Schengen,

Gelet op de artikelen 9 en 17 van deze Overeenkomst,

BESLUIT:

De bijlagen 1, 2, 5 dd. 14 juni 1995 en 3 dd. 22 mei 1995 van de Gemeenschappelijke Visuminstructie (doc. SCH/II-Visa (93) 11, 7e herz.) alsmede de bijlage 5 van het Gemeenschappelijk Handboek (doc. SCH/Gem-Handb (91) 10, 18de herz.) worden herzien; de nieuwe versies zijn als bijlage opgenomen.

Brussel, 29 juni 1995

De Voorzitter,

J. VANDE LANOTTE

BIJLAGE 1

I. Gemeenschappelijke lijst van Staten wier onderdanen aan de visumplicht zijn onderworpen

II. Bijgewerkt overzicht van Staten wier onderdanen door geen enkele Schengen-Staat aan de visumplicht zijn onderworpen

III. Bijgewerkt overzicht van Staten wier onderdanen door één of meer Schengen-Staten aan de visumplicht zijn onderworpen

I. Gemeenschappelijke lijst (*) van Staten wier onderdanen aan de visumplicht zijn onderworpen

Afghanistan
Albanië
Algerije
Angola
Antigua en Barbuda
Armenië
Azerbeidzjan
Bahama's
Bahrein
Bangladesh
Barbados
Belize
Belarus
Benin
Bhutan
Botswana
Bulgarije
Burkina Faso
Burundi
Cambodja
Centraalafrikaanse Republiek
China
Comoren, de
Congo
Cuba
Djibouti
Dominicaanse Republiek
Dominica
Egypte
Equatoriaal-Guinea
Eritrea
Ethiopië
Filipijnen
Fiji
Gabon
Gambia
Georgië
Ghana
Grenada
Guinee
Guinee-Bissau

Guyana
Haïti
India
Indonesië
Iran
Irak
Ivoorkust
Jemen
Jordanië
Kaapverdië
Kameroen
Kazachstan
Kirgizië
Kiribati
Koeweit
Laos
Lesotho
Libanon
Liberia
Libië
Madagaskar
Maldiven, de
Mali
Marokko
Marshalleilanden
Mauritanië
Mauritius
Micronesia
Moldavië
Mongolië
Mozambique
Myanmar
Namibië
Nauru
Nepal
Niger
Nigeria
Noordelijke Marianen (eilanden)
Noord-Korea
Oekraïne
Oezbekistan
Oman
Pakistan
Papoea-Nieuw-Guinea
Qatar
Roemenië
Ruanda
Rusland
Saint Christopher (Saint Kitts) en Nevis
Saint Lucia
Saint Vincent en de Grenadines

Salomonseilanden, de
Sao Tomé en Principe
Saudi-Arabië
Senegal
Seychellen, de
Sierra Leone
Somalië
Sri lanka
Sudan
Suriname
Swaziland
Syrië
Tadzjikistan
Taiwan
Tanzania
Thailand
Togo
Tonga
Trinidad en Tobago
Trust Territory of the Pacific Islands (Palau)
Tsjaad
Tunesië
Turkije
Turkmenistan
Tuvalu
Uganda
Vanuatu
Verenigde Arabische Emiraten
Vietnam
West-Samoa
Zaïre
Zambia
Zimbabwe
Zuid-Afrika

* Met deze lijst wordt niet vooruitgelopen op het standpunt van de onderscheidene Schengen-Staten aangaande de internationale status van de daarin opgenomen landen, noch op de relaties welke zij met die landen kunnen onderhouden.

II. Bijgewerkt overzicht van Staten wier onderdanen door geen enkele Schengen-Staat aan de visumplicht zijn onderworpen

Andorra
Argentinië
Canada
Chili
Cyprus
Finland
Hongarije
IJsland
Israël
Japan
Liechtenstein
Malta
Monaco
Nieuw-Zeeland
Noorwegen
Oostenrijk
San Marino
Slovenië
Slowakije
Tsjechië
Uruguay
Vaticaanstad
Verenigde Staten
Zuid-Korea
Zweden
Zwitserland

III. Bijgewerkt overzicht (*) van Staten wier onderdanen door één of meer Schengen-Staten aan de visumplicht zijn onderworpen

Australië
Bolivia
Bosnië-Herzegowina
Brazilië
Brunei
Colombia
Costa Rica
Ecuador
El Salvador
Estland(**)
Guatemala
Honduras
Jamaica
Joegoslavië (voormalige Federale Republiek van Joegoslavië)
Kenya
Kroatië
Letland(**)
Litouwen(**)
Malawi
Maleisië
Mexico
Nicaragua
Panama
Paraguay
Peru
Polen
Singapore
Venezuela
Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië

(*) Met dit overzicht wordt niet vooruitgelopen op het standpunt van de onderscheidene Schengen-Staten aangaande de internationale status van de daarin opgenomen landen, noch op de relaties welke zij met die landen kunnen onderhouden.

(**) Ofschoon de Baltische Staten door alle Schengen-Staten aan de visumplicht zijn onderworpen, is eenparigheid niet vereist wanneer een Schengen-Staat deze visumregeling wenst te wijzigen.

UITSPLITSING VAN DE PER 10 MEI 1994 BIJGEWERKTE LIJST VAN LANDEN WIER ONDERDANEN DOOR EEN OF MEERDERE SCHENGEN-STATEN AAN DE VISUMPLICHT ZIJN ONDERWORPEN (SCH/C (92) 95, herz., bijlage III)

	DUITSLAND	BENELUX	SPANJE	FRANKRIJK	GRIEKENLAND	ITALIË	PORTUGAL
Australië			V	V			
Bolivia		V		V	V		V
Bosnië Herzeg.	V	V	V	V	V		V
Brazilië				V	V [1]		
Brunei			V		V	V	V
Colombia		V		V	V		V
Costa Rica				V	V		
Ecuador				V			
El Salvador				V			V
Guatemala				V	V		V
Honduras				V	V		V
Jamaica			V	V	V		V
Joegoslavië (exFRJ)	V	V	V	V	V		V
Kenya		V		V	V		V
Kroatië		V					

	DUITSLAND	BENELUX	SPANJE	FRANKRIJK	GRIEKENLAND	ITALIË	PORTUGAL
Malawi			V	V	V	V	
Maleisië				V	V		V
Mexico				V			
Nicaragua	V			V		V	V
Panama				V	V	V	V
Paraguay				V	V		V
Peru		V	V	V		V	V
Polen					V		
Singapore							V
Venezuela				V	V		V
Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië	V	V	V	V	V		V

(1) Alleen voor zeelieden.

BIJLAGE 2

Regeling voor reisverkeer van houders van diplomatieke, officiële of dienstpaspoorten alsmede voor houders van door bepaalde internationale intergouvernementele organisaties aan hun ambtenaren afgegeven vrijgeleides

I Regeling voor reisverkeer aan de buitengrenzen

1. De gemeenschappelijke lijst van visumplichtige Staten laat de regeling voor reisverkeer van houders van bovengenoemde paspoorten onverlet. De Staten verbinden zich evenwel ertoe de overige Staten vooraf op de hoogte te stellen van wijzigingen welke zij voornemens zijn aan te brengen in de regeling voor reisverkeer van houders van deze paspoorten en rekening te houden met het belang van de overige Schengen-Staten.

2. Ten einde op bijzonder flexibele wijze harmonisatie van de regeling voor reisverkeer van houders van deze categorie paspoorten na te streven, zal bij de Gemeenschappelijke Visuminstructie ter informatie een overzicht worden opgenomen van Staten wier onderdanen in een of meerdere Schengen-Staten niet visumplichtig zijn, wanneer zij houder zijn van een diplomatiek paspoort en/of een dienst- of speciaal paspoort, niettegenstaande de geldende visumplicht voor uit deze Staten afkomstige houders van een gewoon paspoort. Tevens zal een overzicht worden opgenomen van Staten waarvoor het omgekeerde geldt. Het Uitvoerend Comité zal erop toezien dat beide overzichten worden bijgewerkt.

3. De in dit document vervatte regeling inzake reisverkeer is niet van toepassing op zogeheten gewone paspoorten voor openbare aangelegenheden, noch op dienst-, officiële en bijzondere paspoorten waarvan afgifte door derde Staten niet overeenstemt met de door de Schengen-Staten gevolgde internationale praktijk. Daartoe kan het Uitvoerend Comité, op voorstel van een groep van deskundigen, een lijst opstellen van andere dan gewone paspoorten aan wier houders door de Schengen-Staten geen bevoorrechte behandeling zal worden gegeven.

4. Personen die voor de eerste maal in een Schengen-Staat een visum ter accreditering hebben ontvangen, kunnen ten minste over het grondgebied van de overige Staten reizen tot aan het grondgebied van de Staat die het visum volgens de in artikel 18 van de Uitvoeringsovereenkomst bepaalde voorwaarden heeft afgegeven.

5. Reeds geaccrediteerde leden van diplomatieke of consulaire posten en hun gezinsleden die houder zijn van een door het Ministerie van Buitenlandse Zaken afgegeven kaart, kunnen met het oog op binnenkomst van het Schengen-gebied de buitengrens overschrijden op vertoon van deze kaart en, indien nodig, van hun reisdocument.

6. Houders van een diplomatiek, officieel of dienstpaspoort zijn algemeen, ook al zijn zij aan de in voorkomend geval bestaande visumplicht onderworpen, vrijgesteld van de verplichting aan te tonen dat zij over voldoende middelen van bestaan beschikken.

7.

7.1 Het systeem van voorafgaande raadpleging van de centrale autoriteiten van andere Staten is (voor de gevallen als bedoeld in document SCH/FMAD/SG (92) 101, 4de herz.) van toepassing op visumaanvragen welke door houders van een diplomatiek, officieel of dienstpaspoort worden ingediend. Voorafgaande raadpleging wordt niet uitgevoerd ten aanzien van de Staat welke een overeenkomst inzake afschaffing van de visumplicht voor houders van een diplomatiek en/of dienstpaspoort heeft gesloten met het land voor wier onderdanen raadpleging, conform in onderhavig document opgenomen bijgewerkte bijlage, is vereist.

Indien een der Staten bezwaar aantekent, kan de Schengen-Staat die over de visumaanvraag moet beslissen een visum met territoriaal beperkte geldigheid afgeven.

7.2 De Schengen-Staten verbinden zich ertoe in de toekomst, zonder voorafgaande instemming van de overige Schengen-Staten, geen overeenkomsten te sluiten strekkende tot afschaffing van de visumplicht voor houders van een diplomatiek, officieel of dienstpaspoort, met Staten voor wier onderdanen een andere Schengen-Staat voorafgaande raadpleging voorschrijft.

7.3 Met betrekking tot afgifte van een visum ter accreditering van een vreemdeling die ter fine van weigering van toegang is gesignaleerd en voor wie voorafgaande raadpleging is voorgeschreven, wordt de raadplegingsprocedure overeenkomstig het bepaalde in artikel 25 van de Uitvoeringsovereenkomst gevolgd.

8. Wanneer een Staat gebruik maakt van de uitzonderingen als bedoeld in artikel 5, lid 2, van de Uitvoeringsovereenkomst, is ook de toelating van houders van diplomatieke, officiële of dienstpaspoorten beperkt tot het nationale grondgebied van de desbetreffende Schengen-Staat, die hiervan de overige Schengen-Staten in kennis dient te stellen.

II. Regeling voor reisverkeer aan de binnengrenzen

In algemene zin is op houders van diplomatieke en dienstpaspoorten de in artikel 19 e.v. van de Uitvoeringsovereenkomst neergelegde regeling voor reisverkeer van toepassing, behoudens wanneer een territoriaal beperkt visum is afgegeven.

Houders van bovengenoemde paspoorten kunnen gedurende drie maanden te rekenen vanaf de datum van binnenkomst (indien zij niet aan de visumplicht zijn onderworpen) of gedurende de geldigheidsduur van het afgegeven visum binnen het Schengen-gebied reizen.

Geaccrediteerde leden van diplomatieke of consulaire posten en hun gezinsleden die houder zijn van een door het Ministerie van Buitenlandse Zaken afgegeven kaart, kunnen gedurende een periode van maximaal drie maanden over het grondgebied van de overige Schengen-Staten reizen, op vertoon van genoemde kaart en, indien nodig, van hun reisdocument.

III. De in dit document vervatte regeling geldt voor vrijgeleides welke door internationale intergouvernementele organisaties waarbij alle Schengen-Staten partij zijn, aan hun ambtenaren worden afgegeven, indien deze ambtenaren krachtens de constituerende verdragen van genoemde organisaties van de registratieplicht van vreemdelingen alsmede van de verplichting over een verblijftitel te beschikken, zijn vrijgesteld (zie Gemeenschappelijk Handboek, blz. 40).

Regeling voor reisverkeer toepasselijk op houders van diplomatieke, officiële en dienstpaspoorten

Overzicht A

Staten wier onderdanen in een of meerdere Schengen-Staten NIET visumplichtig zijn voor zover zij houder zijn van een diplomatiek, officieel of dienstpaspoort, en WEL visumplichtig zijn voor zover zij houder zijn van een gewoon paspoort.

	BNL	D	GR	S	F	I	P
Algerije						DD	
Albanië			DD			D	
Antigua en Barbuda							
Barbados						DD	
Benin						DD	
Botswana						DD	
Bulgarije		D	DD				
Burkina Faso						DD	
Dominic. Rep.						DD	
Dominica						DD	
Egypte						DD	
Fiji (eilanden)						DD	
Filipijnen, de		DD	D	DD		DD	
Gabon					D		
Gambië						DD	
Ghana		DD					
Guyana						DD	
India		D					
Iran						D'	
Ivoorkust	DD				DD	DD	
Kaapverdië							DD
Koeweit						DD	
Lesotho						DD	
Marokko	DD	D	D		D	DD	DD
Mauritanië						DD	
Niger						DD	
Pakistan	DD	DD					
Peru						DD	

	BNL	D	GR	S	F	I	P
Roemenie			D			D	
Samoa						DD	
Senegal	DD	DD			D	DD	
Swaziland						DD	
Thailand	DD	DD				DD	
Togo						DD	
Tsiaad	D	DD					
Tunesie	DD		D			DD	
Turkije	DD	DD	DD	DD	DD	DD	
Uganda						DD	
Venezuela							D
Zimbabwe			D				

DD : Houders van Diplomatieke en Dienstpaspoorten zijn van de visumplicht vrijgesteld.
D : Alleen houders van Diplomatieke paspoorten zijn van de visumplicht vrijgesteld.

1 De interne procedures voor de inwerkingtreding van de wederinvoering van de visumplicht zijn nog niet afgerond.

OVERZICHT B

Staten wier onderdanen in een of meerdere Schengen-Staten WEL visumplichtig zijn voor zover zij houder zijn van een diplomatiek, officieel of dienstpaspoort, en NIET visumplichtig zijn voor zover zij houder zijn van een gewoon paspoort.

Tot op heden is geen enkele Staat in overzicht B opgenomen.

BIJLAGE 3

Lijst van Staten wier onderdanen of houders van door deze Staten afgegeven reisdocumenten aan de transitvisumplicht voor luchthavens zijn onderworpen.

	BNL[1]	D	E[2]	F	GR	I[3]	P
Afghanistan	X	X	X	X			
Albanië				X			
Angola	X	X	X	X			
Bangladesh	X	X	X	X		X	
Bulgarije		X					
Ethiopië	X	X	X	X		X	
Gambia		X					
Ghana	X	X	X	X		X	
Guinee-Bissau			X				
Haïti				X			
India	X	X[4]	X			X	
Irak	X	X	X	X			
Iran	X	X	X	X			
Ivoorkust			X				
Jordanië		X					
Libanon	X	X					
Liberia			X	X			
Libië				X			
Mali			X				

[1] Alleen indien deze onderdanen geen houder zijn van een geldige verblijfstitel voor één der EER-Staten, Canada of de Verenigde Staten. De houders van een diplomatiek, dienst- of bijzonder paspoort zijn eveneens hiervan vrijgesteld.

[2] Alleen indien de houders van een gewoon paspoort niet over een geldig visum voor de EG-Staten, Canada en de Verenigde Staten beschikken.

[3] Alleen indien de houders niet over een geldige verblijfstitel voor de EG-Staten, Canada en de Verenigde Staten beschikken.

[4] Alleen indien de houders niet over een geldig visum voor de EG-Staten, Canada en de Verenigde Staten beschikken.

Nigeria	X	X	X	X		X	
Pakistan	X	X[4]	X	X		X	
Roemenië		X					
Senegal			X			X	
Sierra Leone			X	X			
Somalië	X	X	X	X		X	
Sri Lanka	X	X	X	X		X	
Syrië	X	X					
Togo			X				
Turkije	X	X[4]					
Zaïre	X		X	X			

BIJLAGE 5

Lijst van gevallen waarin overeenkomstig artikel 17, lid 2, van de Uitvoeringsovereenkomst voor visumafgifte de centrale autoriteiten van de eigen Staat, van een andere Staat of van andere Staten dienen te worden geraadpleegd

A. Raadpleging van de eigen centrale autoriteiten

B. Raadpleging van de centrale autoriteiten van een ander Staat of van andere Staten

BIJLAGE 5A - RAADPLEGING VAN DE EIGEN CENTRALE AUTORITEITEN

	BNL	D	GR	E	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Afghanistan				x	x	x	
Albanië	x		x	x		x	x
Algerie	x	x		x	x		x
Angola							x
Armenië	x				x	x	
Azerbeidzjan	x				x	x	
Belarus	x				x	x	
Bulgarie			x			x	x
Burundi	x				x		
Cuba	x					x	
China (Volksrepubliek)	x					x	x
Georgië	x				x	x	
Guinea-Bissau							x
India							x
Indonesië							x
Irak	x	x		x	x	x	x
Iran	x	x		x	x	x	x
Jemen	x			x	x	x	x
Jordanië	x	x	x	x	x	x	x
Kazachstan	x				x	x	
Kirgizië	x				x		
Libanon	x	x	x	x	x	x	x
Libië	x	x	x	x	x	x	x
Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië			x				
Mozambique							x

	BNL	D	GR	E	F	I	P
Moldavië	x				x		
Noord-Korea	x	x		x	x	x	x
Oekraïne	x				x	x	
Oezbekistan	x				x		
Roemenië						x	
Rusland	x				x	x	
Rwanda	x				x		
Sri Lanka						x	x
Syrië	x	x	x	x	x	x	x
Sudan	x	x		x	x	x	x
Suriname	x						
Tadzjikistan	x				x		
Tsjaad						x	
Turkije			x				
Turkmenistan	x				x		
Vietnam				x		x	x
Zaïre	x			x	x		x
Palestijnen	x(1)	x(2)	x	x	x	x	x
Vluchtelingen		x(2)	x	x	x		
Staatlozen		x(2)	x	x	x		x

(1) Raadpleging alleen vereist indien het reisdocument is afgegeven door Irak, Iran, Jordanië, Libanon, Libië, Noord-Korea, Sudan of Syrië

(2) Raadpleging alleen vereist indien het reisdocument is afgegeven door Algerije, Irak, Iran, Jordanië, Libanon, Libië, Noord-Korea, Sudan of Syrië

BIJLAGE 5B - RAADPLEGING VAN DE CENTRALE AUTORITEITEN VAN EEN ANDERE STAAT OF VAN ANDERE STATEN

	BNL	D	GR	E	F	I	P
Afghanistan					x		
Albanië			x				
Algerije		x		x(1)	x		
Angola							x(1)
Bulgarije			x				
Burundi	B(5)				x(5)		
Cuba						x(1)	
China (Volksrepubliek)						x	x(1)
GOS-Staten					x(4)		
Guinea-Bissau							x(1)
Indonesië							x(1)
Irak		x		x	x	x	x(1)
Iran		x		x	x	x	x(1)
Jemen				x	x	x(1)	
Jordanië		x		x	x	x	x(1)
Libanon		x		x	x	x	x(1)
Libië		x		x	x	x	x(1)
Mozambique							x(1)
Noord-Korea		x		x(1)	x	x(1)	
Rwanda	B(5)				x(5)		
Sri Lanka						x(1)	
Syrië		x		x	x	x	x(1)
Sudan		x		x	x	x	
Suriname	NL						
Turkije			x				
Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië			x				
Zaïre	B(5)				x(5)		x(1)
Palestijnen		x (2)	x	x (2)	x	x	x 1)

	BNL	D	GR	E	F	I	P
Vluchtelingen		x (2)	x	x (1)	x		
Staatlozen		x (2)	x	x (3)	x		

Opmerkingen:

(1) Raadpleging alleen vereist indien uit de aanvraag wordt afgeleid dat de vreemdeling via de betrokken Staat het Schengen-grondgebied zal binnenkomen of deze Staat zal doorreizen.

(2) Raadpleging alleen vereist indien het reisdocument is afgegeven door: Irak, Iran, Jordanië, Libanon, Lybië, Noord-Korea, Sudan of Syrië.

(3) Spanje is geen partij bij het Verdrag van 1954 betreffende de status van Staatlozen. De uit hoofde van deze overeenkomst afgegeven reisdocumenten worden door Spanje evenwel aangemerkt als documenten waarin een eenvormig visum kan worden aangebracht. Spanje schrijft voor deze gevallen systematische voorafgaande raadpleging voor.

(4) T.a.v. de GOS-Staten wenst Frankrijk dat de procedure van selectieve raadpleging welke in nota SCH/II-Visa (94) 20 herz. is beschreven, wordt toegepast.

(5) Voor de aanvragen ingediend door Zairezen, Rwandezen en Burundezen, respectievelijk te Kinshasa, Kigali en Bujumbura dienen de Ambassades van België en Frankrijk tot 31 december 1995 rechtstreeks geraadpleeegd te worden door de posten van de andere Schengen-Staten aan wie een visumaanvraag gericht wordt. Het antwoord op het overleg zal lokaal medegedeeld worden door de desbetreffende Belgische en Franse Ambassade.

Uitvoerend Comité

Stand 14.06.1995
Bijlage 5

VERTROUWELIJK

GEMEENSCHAPPELIJK HANDBOEK

BIJLAGE V

I.- Gemeenschappelijk overzicht van Staten wier onderdanen aan de visumplicht zijn onderworpen (bladzijden 1 t/m 3)

II.- Bijgewerkt overzicht van Staten wier onderdanen door geen enkele Schengen-Staat aan de visumplicht zijn onderworpen (bladzijde 4)

III.- Bijgewerkt overzicht van Staten wier onderdanen door een of meerdere Schengen-Staten aan de visumplicht zijn onderworpen (bladzijde 5)

Stand 14.06.1995
Bijlage 5

I. Gemeenschappelijk lijst van Staten wier onderdanen aan de visumplicht zijn onderworpen

Afghanistan
Albanië
Algerije
Angola
Antigua en Barbuda
Armenië
Azerbaydzjan
Bahama's
Bahrayn
Bangladesh
Barbados
Belize
Belarus
Benin
Bhutan
Botswana
Bulgarije
Burkina Faso
Burundi
Cambodja
Cameroun
Centraal Afrikaanse Republiek
China
Comoren, de
Congo
Cuba
Djibouti
Dominicaanse Republiek
Dominica
Egypte
Equatoriaal Guinea
Eritrea
Etiopië
Filippijnen
Fiji
Gabon
Gambia
Georgië
Ghana
Grenada
Guinee
Guinee-Bissau

Guyana
Haïti
India
Indonesië
Iran
Irak
Ivoorkust
Jemen
Jordanië
Kaapverdië
Kazakistan
Kiribati
Kuwayt
Kyrsyzstan
Laos
Lesotho
Libanon
Liberia
Libië
Madagascar
Maldiven, de
Mali
Marokko
Marshall Eilanden
Mauritanië
Mauritius
Micronesië
Mocambique
Moldava
Mongolië
Myanmar
Namibia
Nauru
Nepal
Niger
Nigeria
Noordelijke Marianen (eilanden)
Noordkorea
Oekraïne
Oman
Pakistan
Papua-New Guinea
Qatar
Roemenië
Rusland
Rwanda
Salomons Eilanden
Sao Tomé en Principe
Saudiarabië

Senegal
Seychelles, de
Sierra Leone
Sint-Christopher (St Kitts) en Nevis
Sint-Lucia
Sint-Vincent en de Grenadinen
Somalië
Sri lanka
Sudan
Suriname
Swaziland
Syrië
Tadzjikistan
Taiwan
Tanzania
Thailand
Togo
Tonga
Trinidad en Tobago
Trust Territory of the Pacific Islands (Palau)
Tsjaad
Tunesië
Turkije
Turkmenistan
Tuvalu
Uganda
Vanuatu
Verenigde Arabische Emiraten
Vietnam
West-Samoa
Zaïre
Zambia
Zimbabwe
Zuid-Afrika

(*) Met deze lijst wordt niet vooruitgelopen op het standpunt van de onderscheidene Schengen-Staten aangaande de internationale status van de daarin opgenomen landen, noch op de relaties welke zij met die landen kunnen onderhouden.

II. Bijgewerkt overzicht van Staten wier onderdanen door geen enkele Schengen-Staat aan de visumplicht zijn onderworpen

Andorra
Argentinië
Canada
Chili
Cyprus
Finland
Hongarije
Ijsland
Israël
Japan
Liechtenstein
Malta
Monaco
Nieuw-Zeeland
Noorwegen
Oostenrijk
San Marino
Slovenië
Slowakije
Tsjechische Republiek
Uruguay
Vaticaanstad
Verenigde Staten
Zuid-Korea
Zweden
Zwitserland

III. Bijgewerkt overzicht (*) van Staten wier onderdanen door een of meerdere Schengen-Staten aan de visumplicht zijn onderworpen

Australië
Bolivia
Bosnië-Herzegowina
Brazilië
Brunei
Colombia
Costa Rica
Ecuador
El Salvador
Estland(**)
Guatemala
Honduras
Jamaica
Joegoslavië (voormalige Federale Republiek van Joegoslavië)
Kenia
Kroatië
Letland(**)
Litouwen(**)
Malawi
Maleisië
Mexico
Nicaragua
Panama
Paraguay
Peru
Polen
Singapore
Venezuela
Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië

(*) Met dit overzicht wordt niet vooruitgelopen op het standpunt van de onderscheidene Schengen-Staten aangaande de internationale status van de daarin opgenomen landen, noch op de relaties welke zij met die landen kunnen onderhouden.

(**) Ofschoon de Baltische Staten door alle Schengen-Staten aan de visumplicht zijn onderworpen, is eenparigheid niet vereist wanneer een Schengen-Staat deze visumregeling wenst te wijzigen.

BIJLAGE 1

I. Gemeenschappelijke lijst van Staten wier onderdanen aan de visumplicht zijn onderworpen

II. Bijgewerkt overzicht van Staten wier onderdanen door geen enkele Schengen-Staat aan de visumplicht zijn onderworpen

III. Bijgewerkt overzicht van Staten wier onderdanen door één of meer Schengen-Staten aan de visumplicht zijn onderworpen

I. Gemeenschappelijke lijst (*) van Staten wier onderdanen aan de visumplicht zijn onderworpen

Afghanistan
Albanië
Algerije
Angola
Antigua en Barbuda
Armenië
Azerbeidzjan
Bahama's
Bahrein
Bangladesh
Barbados
Belize
Belarus
Benin
Bhutan
Botswana
Bulgarije
Burkina Faso
Burundi
Cambodja
Centraalafrikaanse Republiek
China
Comoren, de
Congo
Cuba
Djibouti
Dominicaanse Republiek
Dominica
Egypte
Equatoriaal-Guinea
Eritrea
Ethiopië
Filipijnen
Fiji
Gabon
Gambia
Georgië
Ghana
Grenada
Guinee
Guinee-Bissau

BIJLAGE 2

Regeling voor reisverkeer van houders van diplomatieke, officiële of dienstpaspoorten alsmede voor houders van door bepaalde internationale intergouvernementele organisaties aan hun ambtenaren afgegeven vrijgeleides

I Regeling voor reisverkeer aan de buitengrenzen

1. De gemeenschappelijke lijst van visumplichtige Staten laat de regeling voor reisverkeer van houders van bovengenoemde paspoorten onverlet. De Staten verbinden zich evenwel ertoe de overige Staten vooraf op de hoogte te stellen van wijzigingen welke zij voornemens zijn aan te brengen in de regeling voor reisverkeer van houders van deze paspoorten en rekening te houden met het belang van de overige Schengen-Staten.

2. Ten einde op bijzonder flexibele wijze harmonisatie van de regeling voor reisverkeer van houders van deze categorie paspoorten na te streven, zal bij de Gemeenschappelijke Visuminstructie ter informatie een overzicht worden opgenomen van Staten wier onderdanen in een of meerdere Schengen-Staten niet visumplichtig zijn, wanneer zij houder zijn van een diplomatiek paspoort en/of een dienst- of speciaal paspoort, niettegenstaande de geldende visumplicht voor uit deze Staten afkomstige houders van een gewoon paspoort. Tevens zal een overzicht worden opgenomen van Staten waarvoor het omgekeerde geldt. Het Uitvoerend Comité zal erop toezien dat beide overzichten worden bijgewerkt.

3. De in dit document vervatte regeling inzake reisverkeer is niet van toepassing op zogeheten gewone paspoorten voor openbare aangelegenheden, noch op dienst-, officiële en bijzondere paspoorten waarvan afgifte door derde Staten niet overeenstemt met de door de Schengen-Staten gevolgde internationale praktijk. Daartoe kan het Uitvoerend Comité, op voorstel van een groep van deskundigen, een lijst opstellen van andere dan gewone paspoorten aan wier houders door de Schengen-Staten geen bevoorrechte behandeling zal worden gegeven.

4. Personen die voor de eerste maal in een Schengen-Staat een visum ter accreditering hebben ontvangen, kunnen ten minste over het grondgebied van de overige Staten reizen tot aan het grondgebied van de Staat die het visum volgens de in artikel 18 van de Uitvoeringsovereenkomst bepaalde voorwaarden heeft afgegeven.

5. Reeds geaccrediteerde leden van diplomatieke of consulaire posten en hun gezinsleden die houder zijn van een door het Ministerie van Buitenlandse Zaken afgegeven kaart, kunnen met het oog op binnenkomst van het Schengen-gebied de buitengrens overschrijden op vertoon van deze kaart en, indien nodig, van hun reisdocument.

BIJLAGE 3

Lijst van Staten wier onderdanen of houders van door deze Staten afgegeven reisdocumenten aan de transitvisumplicht voor luchthavens zijn onderworpen.

	BNL[1]	D	E[2]	F	GR	I[3]	P
Afghanistan	X	X	X	X			
Albanië				X			
Angola	X	X	X	X			
Bangladesh	X	X	X	X		X	
Bulgarije		X					
Ethiopië	X	X	X	X		X	
Gambia		X					
Ghana	X	X	X	X		X	
Guinee-Bissau			X				
Haïti				X			
India	X	X[4]	X			X	
Irak	X	X	X	X			
Iran	X	X	X	X			
Ivoorkust			X				
Jordanië		X					
Libanon	X	X					
Liberia			X	X			
Libië				X			
Mali			X				

1 Alleen indien deze onderdanen geen houder zijn van een geldige verblijfstitel voor één der EKR-Staten, Canada of de Verenigde Staten. De houders van een diplomatiek, dienst- of bijzonder paspoort zijn eveneens hiervan vrijgesteld.

2 Alleen indien de houders van een gewoon paspoort niet over een geldig visum voor de EG-Staten, Canada en de Verenigde Staten beschikken.

3 Alleen indien de houders niet over een geldige verblijfstitel voor de EG-Staten, Canada en de Verenigde Staten beschikken.

4 Alleen indien de houders niet over een geldig visum voor de EG-Staten, Canada en de Verenigde Staten beschikken.

BIJLAGE 5

Lijst van gevallen waarin overeenkomstig artikel 17, lid 2, van de Uitvoeringsovereenkomst voor visumafgifte de centrale autoriteiten van de eigen Staat, van een andere Staat of van andere Staten dienen te worden geraadpleegd

A. Raadpleging van de eigen centrale autoriteiten

B. Raadpleging van de centrale autoriteiten van een ander Staat of van andere Staten

BIJLAGE 5A - RAADPLEGING VAN DE EIGEN CENTRALE AUTORITEITEN

	BNL	D	GR				
Afghanistan				x			
Albanië	x		x	x		x	x
Algerije	x	x		x	x		x
Angola							x
Armenië	x				x	x	
Azerbeidzjan	x				x	x	
Belarus	x				x	x	
Bulgarije			x			x	x
Burundi	x				x		
Cuba	x					x	
China (Volksrepubliek)	x					x	x
Georgië	x				x	x	
Guinea-Bissau							x
India							x
Indonesië							x
Irak	x	x		x	x	x	x
Iran	x	x		x	x	x	x
Jemen	x			x	x		
Jordanië	x	x	x	x			
Kazachstan	x						
Kirgizië	x						
Libanon	x	x	x	x			
Libië	x	x	x	x			
Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië			x				
Mozambique							

Uitvoerend Comité

Stand 14.06.1995
Bijlage 5

VERTROUWELIJK

GEMEENSCHAPPELIJK HANDBOEK

BIJLAGE V

I.- Gemeenschappelijk overzicht van Staten wier onderdanen aan de visumplicht zijn onderworpen (bladzijden 1 t/m 3)

II.- Bijgewerkt overzicht van Staten wier onderdanen door geen enkele Schengen-Staat aan de visumplicht zijn onderworpen (bladzijde 4)

III.- Bijgewerkt overzicht van Staten wier onderdanen door een of meerdere Schengen-Staten aan de visumplicht zijn onderworpen (bladzijde 5)